

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/230

G/SCM/W/240

1er décembre 1995

(95-3910)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEES PAR L'ISLANDE¹ AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente du Canada a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 29 novembre 1995.

S'agissant de la notification de lois et réglementations présentée par l'Islande au titre de l'article 18.5 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI, et de l'article 32.6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires du GATT de 1994 dans le document G/ADP/N/1/ISL/1-G/SCM/N/1/ISL/1, notification datée du 23 mai 1995 et adressée au Comité des pratiques antidumping et au Comité des subventions et des mesures compensatoires, le Canada souhaiterait poser les questions suivantes:

1. Les articles 4 et 18 du Règlement n° 351/1994 donnent une brève définition des subventions et une description de leur mode de calcul; toutefois, la législation ne semble pas aborder certaines dispositions essentielles de l'Accord SMC. Par exemple, l'Islande pourrait-elle préciser les points suivants:

- a) en cas de contradiction entre sa définition d'une subvention et celle qui figure en détail à l'article premier de l'Accord SMC, est-ce ce dernier qui prévaudrait?
- b) comment la spécificité sera-t-elle calculée, et pourquoi aucun des éléments énoncés à l'article 2 de l'Accord SMC ne figure-t-il pas dans la réglementation?
- c) comment les autorités islandaises pourront-elles mettre fin aux procédures concernant des subventions ne donnant pas lieu à une action telles qu'elles sont définies dans la Partie IV de l'Accord SMC, étant donné que la législation islandaise ne contient aucune disposition en ce sens ni aucune définition des subventions prohibées ou pouvant donner lieu à une action telle que prévue dans les Parties II et III de l'Accord?

¹G/ADP/N/1/ISL/1-G/SCM/N/1/ISL/1.

2. L'article 21 du Règlement n° 351/1994 n'énonce pas les conditions d'engagement de la procédure prévues à l'article 5.4 de l'Accord ADP et à l'article 11.4 de l'Accord SMC. L'Islande peut-elle confirmer qu'elle n'ouvrira pas d'enquête si les plaignants ne remplissent pas ces conditions?
3. L'Islande pourrait-elle préciser si les engagements décrits à l'article 31 du Règlement n° 351/1994 ne pourront être acceptés qu'après détermination préliminaire de l'existence du dumping et/ou des subventions et du dommage, comme le prescrivent l'article 8.2 de l'Accord ADP et l'article 18 de l'Accord SMC? En outre, conformément à l'article 11.5 de l'Accord ADP et à l'article 21.3 de l'Accord SMC, les engagements sont-ils soumis à la limite de cinq ans prévue à l'article 42 du Règlement n° 351/1994?
4. Selon l'article 34 du Règlement n° 351/1994, les mesures provisoires auront une validité maximale de 12 mois. Comment l'Islande concilie-t-elle cette disposition avec l'article 7.4 de l'Accord ADP et l'article 17.4 de l'Accord SMC selon lesquels les mesures provisoires doivent être en principe limitées à une période de quatre mois?
5. La législation islandaise comporte-t-elle des dispositions prévoyant un réexamen accéléré pour les nouveaux exportateurs, comme le prescrit l'article 9.5 de l'Accord ADP?
6. L'Islande dispose-t-elle d'un organisme indépendant chargé de la révision judiciaire prescrite par l'article 13 de l'Accord ADP et par l'article 23 de l'Accord SMC?
7. L'Islande a-t-elle l'intention d'inclure dans sa législation des dispositions en vue de mettre en oeuvre les décisions des groupes spéciaux chargés du règlement des différends et, dans la négative, quel sera le fondement juridique de l'adoption d'une décision de groupe spécial?